



Communiqué intersyndical CCRF et SCL pour le 9 mai 2019 Il est urgent d'agir : notre modèle social, l'avenir des services publics, de la DGCCRF et du SCL sont en jeu

Depuis bientôt deux ans le programme de destruction massive de la Fonction Publique est en marche. Cela a commencé avec le rétablissement du jour de carence, l'augmentation de la CSG peu ou mal compensée, le gel du point d'indice et les suppressions d'emplois.

Ce gouvernement prévoit pour la Fonction Publique, un programme de transformation et de réformes qui va affecter lourdement le quotidien des citoyens mais également les droits des agents publics avec notamment la fin du statut des fonctionnaires. Sous couvert de transformation c'est en fait une véritable rupture avec notre modèle social actuel qui se prépare.

Au travers, notamment, du projet de loi de transformation de la Fonction Publique, qui sera présenté le 2 mai aux députés, la politique menée actuellement est contraire aux intérêts de la population et c'est toute notre société qui va se trouver affectée :

- Restructuration et suppression massive d'emplois à la Fonction Publique, 120.000 dont 50.000 à la Fonction Publique d'Etat d'ores et déjà près de 100 à la DGCCRF et au SCL pour 2018 et 2019.
- Externalisation et abandon de missions avec délégation à des organismes privés.
- Digitalisation de l'accueil du public et des démarches administratives.
- Rémunération au mérite.
- Elargissement du recours aux contractuels.
- Fusion des CT et des CHSCT et suppression des compétences actuelles des CAP.
- Plan de départ « Volontaire » et extension des ruptures conventionnelles aux fonctionnaires.

La DGCCRF et le SCL sont déjà affectés par ces réformes.

Les organisations syndicales vous alertent sur les conséquences prévisibles des décisions qui risquent d'être prises pour la DGCCRF et le SCL :

- Les mutations et les promotions ne seront plus décidées en CAP mais seront soumises au bon vouloir des directeurs locaux tout comme les promotions et la rémunération au mérite.
- La suppression des CHSCT avec la mise en place d'une instance unique qui va diluer et amoindrir les actions dans les domaines essentiels de la sécurité, de la santé et des conditions de travail.
- L'abandon et externalisation de missions de contrôle de l'hygiène et de l'alimentation, de sécurité des aires de jeux et piscines par la DGCCRF et des plans de prélèvements avec des conséquences immédiates sur le travail d'analyses microbiologiques du SCL.
- La réduction du nombre d'implantations de la DGCCRF.
- Le risque de la mobilité forcée liée à ces restructurations et à l'amplification des suppressions d'emplois.

Les craintes sont grandes sur le devenir de la DGCCRF avec, d'une part un plan de transformation concocté par la Direction Générale et habillé par des cabinets de conseil pour le vendre aux agents et aux consommateurs et d'autre part, un projet de Police de l'Alimentation soumise aux lobbies des professionnels et avec transfert des agents CCRF. La scission de la DGCCRF entamée en 2009 sera finalisée par cette police. L'efficacité de la DGCCRF et l'unité de son réseau seront anéantis. Face à la gravité de la situation, seule une mobilisation de grande ampleur des personnels, dans l'unité la plus large possible, permettra d'imposer d'autres choix :

C'est pourquoi nos organisations syndicales appellent les personnels à s'inscrire et participer massivement aux actions revendicatives et à construire un rapport de force suffisant le 9 mai 2019 journée de grève et de manifestations dans toute la Fonction Publique